

rayer la prolifération nucléaire qui, pour peu qu'on s'y arrête, doit être contrôlée dans un cadre onusien.

Les utopistes et les cyniques

Les utopistes et les cyniques ont, depuis toujours, été les ennemis de l'ONU. Les premiers la voient comme un gouvernement dictant sa volonté aux États souverains, perspective qui porte à faux dans la politique mondiale d'aujourd'hui et de demain. En outre, en adoptant l'attitude du «tout ou rien», l'ONU cesserait d'être cet organisme très dynamique sans cesse en quête de moyens de traiter divers problèmes, et en voie d'ériger à tâtons une infrastructure solide plutôt qu'un château de cartes qui s'écroulerait à la moindre brise. Pour mieux la prendre en défaut, les cyniques, eux, se plaisent à prétendre que l'ONU est un gouvernement planétaire et à prouver qu'elle n'agit pas en conséquence. Sans modifier la Charte, il faudrait utiliser les organismes en place aux fins que les critiques poursuivent. Nous devons rechercher le consensus parce que l'ONU est un système volontaire; aucune modification de ses règles sur le papier ne peut changer cet état de chose.

L'ONU a été formée non pas pour anéantir la politique internationale, mais pour fournir un cadre dans lequel on pourrait la conduire plus efficacement et plus harmonieusement. On peut certes se demander si la cacophonie à laquelle nous assistons présentement fait plus de mal que de bien. Elle est toutefois sûrement préférable aux conséquences épouvantables qui pourraient résulter du démantèlement d'un système qui force effectivement les puissances à exprimer leurs divergences et à se justifier. C'est cette union imposée qui importe le plus et ses meilleurs résultats sont rarement exprimés dans les résolutions officielles. La Charte de l'ONU ne prescrit pas que toutes les questions relatives au maintien de la paix soient inscrites à l'ordre du jour de ses sessions officielles. Les parties à tout différend sont enjointes en vertu de l'article 33 à en rechercher la solution «avant tout» par «des moyens pacifiques de leur choix». Rien, dans les efforts de Henry Kissinger pour trouver des solutions à Jérusalem ou au Caire, ou dans les efforts déployés à Genève, ne vient en contradiction avec la Charte. Seuls les résultats comptent.

Évidemment, prétendre que les problèmes actuels de l'ONU ne sont qu'affaire de routine serait aussi dangereux que d'abandonner la lutte. Nous avons toutefois besoin de voir les choses en perspective. L'ONU passe par une autre période de difficile adaptation; ses membres essaient

de s'entendre au sein d'un nouveau cadre politique. Les majorités se font et se défont et l'ONU s'y est relativement bien adaptée. Le danger restera toujours que les personnes à la tête d'une majorité ne profitent de l'avantage qu'elles détiennent momentanément pour modifier la structure universaliste. Les puissances occidentales occupaient une position confortable lorsque, en 1955, elles ont joué la carte de l'universalité en admettant tous les États qui faisaient acte de candidature. Certains Européens ont d'ailleurs été choqués par l'attitude des Canadiens qui encourageaient l'admission de tous ces éventuels antagonistes. A preuve que le jeu finalement en valait la chandelle, on peut citer le fait que non seulement les États-Unis et l'URSS siègent toujours côte à côte aux séances des organismes onusiens, mais aussi qu'ils collaborent réellement en vue du contrôle de la prolifération des armes nucléaires et des guerres subites. Leur progrès est loin d'être satisfaisant, mais le fait qu'ils aient accepté la chose aurait difficilement pu se concevoir il y a 20 ans. C'est un curieux rapport partenaire-antagoniste qui ne résout certainement pas tous les problèmes, mais le propre de l'ONU est de reconnaître que nous sommes tous naturellement antagonistes et concurrents et que nous devons refréner nos élans si nous ne voulons pas nous entredéchirer. Ce rapport nous suppose à un stade plus avancé de civilisation que l'idée chimérique selon laquelle les hommes et les clans s'aiment et se complètent par nature et sont frustrés dans leur désir de paix par des chefs égocentriques.

L'universalisme de l'ONU est cause, en partie, de son problème actuel. On a dépassé la mesure. Le «Tiers monde», naguère sous-représenté, a maintenant une majorité exagérément gonflée au sein de l'Assemblée. Le pouvoir et les responsabilités — surtout celle d'acquitter la note — sont disproportionnés. Une majorité s'est servie de son pouvoir de vote quelque peu imprudemment et a ainsi mis en danger le principe de l'universalité, conviction fondamentale que nous péchons tous par moments, que l'adhésion à l'ONU est une discipline et non pas un privilège. Des pays comme Israël et l'Afrique du Sud ne peuvent espérer en l'impartialité, tandis que les États de la majorité pourraient pratiquer le génocide sans être désapprouvés. Les États-Unis peuvent s'attendre que seules leurs fautes soient relevées par les porte-parole de l'Assemblée. Il est temps que les Américains et d'autres nations résistent, posent les limites de la tolérance et rappellent aux exaspérés le rôle important qu'ils ont joué. Ce faisant, il faut tout